



4<sup>ème</sup> Forum global de l'Alliance des Civilisations des Nations unies

**Déclaration de Monsieur Jean Asselborn,  
Vice-Premier ministre, ministre des Affaires étrangères du  
Luxembourg**

**Doha, le 12 décembre 2011**

*Seul le discours prononcé fait foi*

Excellences,

Mesdames, Messieurs

Je tiens à remercier très chaleureusement le Qatar d'avoir organisé le 4<sup>ème</sup> Forum de l'Alliance des civilisations qui doit aborder des sujets de grande importance.

Depuis notre dernière rencontre, notre perception du monde a changé. Je pense en particulier à ce qu'on nomme « le printemps arabe » ou, comme l'appelle le Secrétaire général des Nations Unies, le « réveil arabe », car le printemps est passé mais le mouvement, qui est toujours en marche continue et influe profondément les relations internationales. Il montre que quelle que soit leur origine culturelle, tous les peuples partagent les mêmes aspirations élémentaires de liberté et de justice. Il démasque ceux qui dans le passé ont toujours argumenté que la liberté était une invention et une aspiration d'une seule culture et non pas de toutes.

Les droits de l'homme sont universels et indivisibles – qu'ils soient de nature politique, économique, sociale ou culturelle. Les soulèvements populaires nous ont montré que face aux légitimes aspirations des peuples, des promesses tièdes de réformes ou des solutions à la hâte et visant seulement les symptômes du problème ne suffisent pas. Nous nous devons de soutenir ces aspirations et notre Alliance a sans nul doute un rôle majeur à jouer pour accompagner ces développements, grâce notamment à sa stratégie régionale pour la Méditerranée et son plan d'action.

En ce qui concerne le sujet de notre débat, à savoir, le lien entre diversité culturelle et développement, ce lien est très important mais il n'est pas nécessairement manquant quand on prend comme approche le partenariat entre pays en développement et pays développés pour réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).

Face aux défis mondiaux et interdépendants que sont la pauvreté, le changement climatique, les conflits, l'insécurité, les pandémies, les crises économiques et les migrations, le Luxembourg œuvre en effet pour le développement durable comme une cause globale commune.

Même si je suis convaincu que le travail et les objectifs de notre Alliance peuvent contribuer à réaliser les OMD, il ne me semble pas forcément opportun de nous engager dans l'élaboration d'instruments tels que des « indicateurs culturels », par définition difficilement mesurables.

L'effort d'aide publique au développement du Luxembourg est inspiré par une histoire nationale marquée tant par la pauvreté ayant mené à l'émigration que par un essor économique rapide suscitant l'immigration. L'accueil et les opportunités trouvés par les émigrants luxembourgeois sur des terres lointaines au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, la contribution des immigrants étrangers à la richesse nationale au XX<sup>e</sup> siècle, de même que l'aide étrangère reçue à la suite des deux guerres mondiales font partie de la mémoire collective et de la réflexion qui sert de soubassement aux politiques de coopération au développement et d'action humanitaire du Luxembourg.

La Déclaration du Millénaire est la plus importante promesse collective jamais faite aux populations les plus vulnérables de la planète. Cette promesse, qui ne relève en rien de la pitié ou de la charité, repose sur la solidarité, la justice et la reconnaissance que

nous sommes de plus en plus dépendants les uns des autres pour notre prospérité et notre sécurité collectives.

Les OMD définissent des orientations et un dispositif de responsabilisation qui marquent un tournant historique ; ce dispositif devra toutefois être renforcé si l'on veut respecter l'échéance de 2015. Il est d'autant plus important de le faire que ces objectifs constituent des étapes cruciales pour l'instauration d'un développement équitable et durable pour tous.

De grandes avancées ont pu être réalisées depuis l'adoption des OMD en 2000 dans de nombreux domaines tels que le recul de la misère et de la faim, l'amélioration du taux de scolarisation et de la santé infantile, l'élargissement de l'accès à l'eau salubre, l'accès des personnes séropositives à un traitement et la lutte contre le paludisme, la tuberculose et les maladies tropicales négligées.

Au cours de la même période, la population et les pouvoirs publics ont toutefois aussi dû faire face à la multiplicité de nouveaux problèmes imprévus et à l'imbrication des crises, notamment la crise financière et économique, la volatilité des prix des produits énergétiques et des denrées alimentaires, les incertitudes persistantes pesant sur la sécurité alimentaire, ainsi que les problèmes de plus en plus graves que posent les changements climatiques et le recul de la biodiversité. Ces crises mondiales ont accru encore davantage les vulnérabilités, creusé les inégalités et compromis les progrès de développement.

Les difficultés sont particulièrement grandes dans les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral, les petits États insulaires en développement, les pays émergeant d'un conflit, les pays fragiles et ceux qui sont le plus touchés par les changements climatiques.

Environ 1,4 milliards d'individus subsistent encore avec moins de 1,25 dollars par jour. Environ un milliard de personnes souffrent de la faim. Chaque année, près de neuf millions d'enfants décèdent avant d'atteindre leur cinquième anniversaire et des centaines de milliers de femmes meurent de complications de la grossesse ou de l'accouchement. La révolte devant cette injustice terrible et indicible est commune à toutes les cultures. De même, c'est à travers l'expression par la culture que nous pouvons donner une voix à cette révolte et lancer un appel à la lutte contre l'injustice. Ainsi, il est indispensable d'investir dans l'éducation pour un développement durable pour inculquer dès le plus jeune âge, les valeurs de

solidarité, de responsabilité, d'inclusion, de tolérance et de respect pour la diversité culturelle aux enfants ; cette éducation doit se poursuivre tout au long de la vie et toucher également les jeunes et adultes, Il s'agit de poser les fondements pour un monde plus juste en partageant l'indignation devant des situations injustes et tout à fait évitables – il suffit de mobiliser la volonté et le courage politiques nécessaires pour une action cohérente.

Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a déclaré, dans son rapport d'avril 2010 intitulé « Tenir les engagements pris », qu'il était clair que la vie des pauvres ne s'était améliorée que très lentement et que certains progrès, difficiles à réaliser, avaient été affectés par les changements climatiques et les crises alimentaire et économique. S'ajoute à ceci que ce sont les populations les plus vulnérables qui ressentent le plus durement l'impact du changement climatique, alors qu'elles ont le moins contribué au problème. Les risques de mortalité, de handicap et de pertes économiques qu'entraînent les catastrophes naturelles s'accroissent dans le monde entier, et en particulier dans les pays pauvres. Les conflits armés et autres situations de violences font toujours peser de graves menaces sur la sécurité humaine, la stabilité des pays et régions et les avancées durement acquises dans le domaine des OMD.

Les actions de la Coopération luxembourgeoise s'inscrivent prioritairement dans la mise en œuvre des OMD tout en gardant à l'œil la période post-2015. Ainsi, les principaux secteurs d'intervention de la coopération relèvent du domaine social dont la santé, l'éducation, y compris la formation et l'insertion professionnelle et le développement local intégré, complétés par des considérations transversales que sont la bonne gouvernance, l'environnement et le genre, tout en mettant l'accent sur un nombre de PMA et en donnant une attention particulière aux situations de fragilité qui menacent la paix régionale.

Avec un pourcentage d'aide publique au développement (APD) de 1,05% du RNB en 2010, le Luxembourg compte parmi les rares pays au monde à respecter et à dépasser les objectifs fixés d'un commun accord. L'APD luxembourgeoise est allouée à 100% sous forme de dons et de manière non liée. Mon pays témoigne ainsi de notre engagement continu et sans faille pour une APD internationale indispensable pour la mise en œuvre des objectifs du Millénaire pour le développement.

Les discussions en vue du Sommet de la Terre « Rio + 20 » de l'année prochaine devraient nous emplir d'espoir : la possibilité de voir émerger des objectifs du développement durable qui viendront compléter et élargir les OMD est en effet un signe prometteur. Or, si les crises successives des dernières années nous ont enseigné quelque chose, c'est que nous avons confondu standard de vie et qualité de vie : nous avons vécu aux dépens de la planète et notre modèle de développement industriel n'a pas respecté le critère essentiel du développement durable, tel qu'énoncé il y a 24 ans déjà dans le Rapport Brundtland, à savoir « un mode de développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs ».

Alors à nous, hommes et femmes politiques, de prendre nos responsabilités et de montrer, notamment en concrétisant la promesse à la base de l'Alliance des Civilisations, mais aussi de la Constitution de l'UNESCO, qu'il est possible de construire une paix et un développement durables, dès maintenant et pour les générations futures. La réalisation des OMD sera un premier pas.